

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le  
04/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LORY FONDERIES**

ZI de Brières les Scellés  
BP 167  
91150 Étampes

Références : D2023-  
Code AIOT : 0006503834

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement LORY FONDERIES implanté lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 Brières-les-Scellés. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORY FONDERIES
- lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 Brières-les-Scellés
- Code AIOT : 0006503834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LORY FONDERIES fabrique des contre-poids de grue mobile (30 % de la production), des masses en fonte pour les chariots de manutention et pour les machines de travaux publics (30 % de la production) ainsi que des quilles de bateaux (30 % de la production).

LORY FONDERIES a également développé une gamme de produits pour le matériel agricole (10 % de la production).

Cette société, implantée dans la zone industrielle de Brières-les-Scellés au lieu-dit « Les Merisiers » a été construite en 1972. L'usine a été reprise en avril 1997 par le groupe hollandais NIJG après deux dépôts de bilan. 80 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

La société LORY FONDERIES emploie 47 personnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les conditions de fonctionnement du site lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques ;
- l'incendie du 18 mai 2023 ;
- le suivi de l'arrêté préfectoral de sanction (astreinte administrative) n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/175 du 5 juillet 2021 pris à l'encontre de l'exploitant compte tenu du non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019.PREF/DCPPAT/BUPPE/063 du 26 mars 2019 ;
- le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/177 du 8 juillet 2021, compte tenu du non respect, notamment, de prescriptions techniques issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Flux annuel des émissions diffuses	Art.2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006	Arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 05/07/21	Recouvrement partiel de l'astreinte journalière	/
2	Composés Organiques Volatils avec mentions de danger	Art.2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 08/07/2021	Amende administrative	/
5	Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté ministériel du 28 avril 2014	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 08/07/2021	Amende administrative	/
9	Conditions de stockage des déchets	Art.3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	Avec suites, Amende	Sans objet
4	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	Avec suites, Amende	Sans objet
6	Etiquetage	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Contrôle inopiné air 2023	Lettre du 14/11/2022	/	Sans objet
8	Déclaration des accidents ou incidents	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 5 du titre 2	/	Sans objet
10	Rétention des produits dangereux	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.2 du chapitre I du titre 3	/	Sans objet
11	Vérification des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.1 du chapitre V du titre 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 juin 2023 a permis à l'inspection des installations classées de faire le point sur :

- les conditions de fonctionnement du site lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques ;
- l'incendie du 18 mai 2023 ;
- le suivi de l'arrêté préfectoral de sanction (astreinte administrative) n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/175 du 5 juillet 2021 pris à l'encontre de l'exploitant compte tenu du non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019.PREF/DCPPAT/BUPPE/063 du 26 mars 2019 ;

- le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/177 du 8 juillet 2021, compte tenu du non respect, notamment, de prescriptions techniques issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Aussi, l'inspection du 13 juin 2023 a permis de constater que :

- l'exploitant ne respecte toujours pas les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 26 mars 2019 sus-mentionné concernant le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, se rendant redevable d'un recouvrement partiel de l'amende administrative applicable au titre de l'arrêté du 5 juillet 2021 sus-mentionné ;

- l'exploitant ne respecte toujours pas les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2021 concernant le suivi des composés organiques volatils à mention de danger spécifique et la transmission des données d'autosurveillance. Compte tenu de cet élément, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne de prendre à l'encontre de l'exploitant un nouvel arrêté d'amende administrative ;

- les conditions de stockage des poussières de cubilot ne respectent pas les prescriptions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006. Compte tenu de cet écart, que l'exploitant s'est engagé à lever rapidement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne d'indiquer à l'exploitant qu'il doit respecter, dans un délai ne dépassant pas 3 mois à compter de la réception de la lettre préfectorale, les dispositions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 concernant les conditions de stockage des poussières de cubilot.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Flux annuel des émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> S'assurer que le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, pour les activités finition, soit inférieur à 20 % de la quantité totale de solvants utilisés, conformément aux dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11/02/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il respecte le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils.  L'exploitant n'a pas fait réaliser le Plan de Gestion des Solvants (PGS), ce document étant nécessaire à la justification du flux annuel des émissions diffuses. Toutefois, l'exploitant avait adressé par courriel du 4 février 2022 la proposition commerciale émise par la société KALI'AIR pour la réalisation du PGS au titre de l'année 2021. Cette proposition commerciale a été acceptée et signée par la société LORY FONDERIES. L'élaboration du PGS était donc en cours.  Par courriel du 20 avril 2023, l'exploitant a transmis le Plan de Gestion des Solvants réalisé au titre de l'année 2022.  Ce PGS, réalisé par KALI'AIR et daté du 20/04/23, mentionne, pour l'activité de finition et d'usinage, les données suivantes : - utilisation (I1+I2) : 24 066 kg - émissions diffuses (I1-O1-O5-O6-O7-O8) : 16 069 kg d'où pourcentage des émissions diffuses pour les activités finition et usinage : 66,8%.  Le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, pour les activités finition, est supérieur à 20 % de la quantité totale de solvants utilisés, et n'est donc pas conforme aux dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.  Ce point faisant l'objet de l'arrêté d'astreinte administrative n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/175 du 5 juillet 2021, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne de prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté portant liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière dont est redevable la société LORY FONDERIES, et dont le montant a été déterminé au chapitre "Propositions à l'issue de la visite".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Recouvrement partiel de l'astreinte journalière

**N° 2 : Composés Organiques Volatils avec mentions de danger**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Justifier de l'absence d'utilisation de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, ainsi que les substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; Pour information, l'inspection des installations classées précise que les substances mentionnées ci-dessus correspondent aux COV avec mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F, et COV halogénés avec mentions de danger H341 ou H351 selon la réglementation actuellement en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant n'avait pas de nouveau élément à présenter sur ce point. Toutefois, il s'est engagé à réaliser le suivi des solvants à phrase de risque pour la fin du mois de mars 2022.  Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées un registre permettant de réaliser le suivi des solvants à phrase de risque, malgré le fait que cet écart a déjà fait l'objet d'un signalement lors de l'inspection du 11 février 2022 et son engagement pris pour mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende administrative

### N° 3 : Entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Assurer l'entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a déclaré que les décanteurs à hydrocarbures ont été entretenus. L'exploitant a présenté une offre commerciale du groupe CHIMIREC, datée du 25 octobre 2021, pour des prestations de pompage et nettoyage d'ouvrages sur site. Cette offre commerciale ne précise pas le nombre de séparateurs qui seront nettoyés. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis les factures correspondantes à ces opérations.</p> <p>Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'exploitant a déclaré que les séparateurs hydrocarbures ont été entretenus en 2022 et présente les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'offre commerciale référencée LAUPL-2022-02-00451923/056/ éditée par la SNAVEB le 22 février 2022 pour le pompage et nettoyage de 2 séparateurs d'hydrocarbures, de volumes 1 m<sup>3</sup> et 12 m<sup>3</sup>;</li><li>- la fiche d'intervention éditée par la SNAVEB suite au devis LAUPL-2022-02-00451923/056 ;</li><li>- le bordereau de suivi des déchets dangereux n°SR221-7538784.1.1-1 concernant la prise en charge d'une quantité estimée de 50 litres de mélanges de déchets de séparateur par la société SNAVEB - 91540 ORMOY le 22/03/2022, puis la réalisation d'une opération de recyclage ou récupération de substances organiques par ECOPUR le 23/03/2022.</li></ul> <p>L'exploitant a démontré qu'il a fait réaliser l'entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures, conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 juillet 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Renseigner la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets sur le site internet GEREPE (accessible depuis le portail <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr</a> ) si les seuils définis par l'arrêté du 31 janvier 2008 sus-mentionné ont été atteints pour l'année N-1 (notamment si la quantité de déchets dangereux générés est supérieure à 2t). L'exploitant devra au préalable créer un compte cerbere via le lien suivant : <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere</a> ;
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 28 janvier 2022, l'exploitant précise qu'il n'est pas en mesure d'obtenir l'intégralité des données nécessaires à la réalisation de la déclaration GEREPE dans le délai imposé par l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2021 sus-mentionné. L'exploitant précise que ce retard est dû à la crise sanitaire du COVID 19, qui perturbe le fonctionnement de la société.  Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a précisé que la déclaration GEREPE était initiée et qu'elle était renseignée à hauteur de 70%. L'exploitant a ajouté que le Plan de Gestion des Solvants (PGS) ainsi que les derniers résultats des mesures des rejets atmosphériques sont attendus afin de finaliser la déclaration.  L'inspection des installations classées précise que la consultation de la base GEREPE le 17 mars 2022 permet de constater que la déclaration des émissions polluantes de la société LORY FONDERIES a bien été initiée dans la base de données GEREPE. L'état d'avancement de la déclaration est de 75%. Par ailleurs, l'exploitant a adressé par courriel du 4 février 2022 la proposition commerciale émise par la société KALI'AIR pour la réalisation du PGS au titre de l'année 2021. Cette proposition commerciale a été acceptée et signée par la société LORY FONDERIES. L'élaboration du PGS est donc en cours.  Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté que la société LORY FONDERIES a réalisé la déclaration des émissions polluantes et des déchets. Toutefois, l'exploitant avait utilisé les données issues du Plan de Gestion des Solvants de l'année 2021 pour réaliser cette déclaration. Après demande de modification, l'exploitant a corrigé sa déclaration pour y intégrer les données du PGS 2022. La déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets de la société LORY FONDERIES a été validée le 4 juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Transmission des données d'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmettre les données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, en transmettant les données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines à partir de l'application GIDAF.
<b>Constats :</b> L'inspection du 25 mars 2021 avait permis de constater que l'exploitant ne transmettait pas ses données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines dans l'application GIDAF. Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant n'avait pas de nouveau élément à transmettre sur ce sujet. L'inspection des installations classées a consulté la base de données GIDAF le 17/03/2022.  Cette consultation renvoie 3 résultats pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'autosurveillance des eaux superficielles en juin 2021 : déclaration initialisée mais non validée ;</li><li>- l'autosurveillance des eaux souterraines en juin 2021 : déclaration validée consultée : Les données des piézomètres 1, 2 et 4 sont présentées. Les prélèvements ont été réalisés le 22 juin 2021 ;</li><li>- l'autosurveillance des eaux superficielles en septembre 2021 : déclaration initialisée mais non validée.</li></ul> L'inspection des installations classées avait alors rappelé à l'exploitant que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 prescrit le prélèvement et l'analyse des eaux pluviales à fréquence semestrielle ;</li><li>- l'article 6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 prescrit la réalisation des prélèvements et analyses dans les eaux souterraines au minimum deux fois par an.</li></ul> L'inspection des installations classées a consulté la base de données GIDAF le 05/07/2023. L'exploitant a déposé 2 déclarations dans la base de données GIDAF au cours de l'année 2022. Ces deux déclarations concernent l'autosurveillance des eaux souterraines, pour le mois de juin 2022 et pour le mois de novembre 2022. L'exploitant a par ailleurs précisé que le laboratoire LECES se déplacera sur le site LORY FONDERIES le jeudi 15 juin pour réaliser de nouveaux prélèvements des eaux souterraines. Les analyses réalisées en juin et novembre 2022 portent sur 4 piézomètres dénommés PZ1, PZ2, PZ3 et PZ4 et sur les paramètres suivants :pH, conductivité, indice phénol, BTEX, Indice hydrocarbures, Somme COHV, chlorure de vinyleles, éléments métalliques suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, As, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.  Ces paramètres sont conformes à ceux prescrits par l'article 6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006. Par ailleurs, deux analyses ayant été réalisées pour l'année 2022, la fréquence des contrôles est conforme à l'article 6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.  Toutefois, l'exploitant n'ayant pas transmis de résultat concernant l'analyse des eaux pluviales, qui doivent être analysées à fréquence semestrielle en application des dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant n'a pas transmis l'ensemble des éléments d'autosurveillance prescrit par l'arrêté du 23 novembre 2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

## N° 6 : Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 juin 2023, il a été constaté qu'un Grand Réservoir Vrac (GRV) situé en extérieur à l'angle nord est du bâtiment fusion ne porte pas la dénomination du produit qu'il contient (pas d'étiquetage). Cet écart a été corrigé par l'exploitant qui a apposé une étiquette sur le GRV. Par ailleurs, les produits stockés dans le magasin "modèles bois" et dans l'atelier finition/usinage sont bien stockés dans des contenants portant la dénomination du produit stocké.  L'inspection des installations classées a ainsi pu constater que les fûts, réservoirs et récipients portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, conformément aux dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Contrôle inopiné air 2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 14/11/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Par lettre en date du 14 novembre 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant qu'un contrôle inopiné des émissions atmosphériques serait réalisé au cours de l'année civile 2023.  Ce contrôle a été réalisé dans la semaine du 12 au 16 juin 2023.  L'inspection des installations classées s'est rendu sur le site le 13 juin 2023, le jour des prélèvements sur le cubilot, des rejets non conformes en composés organiques volatils (COV) ayant déjà été relevés sur cet équipement.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- des baies de mesure sont en place sur le cubilot ;</li><li>- le cubilot est en cours de chauffe. De la fonte en fusion est coulée dans les moules au sable durant l'inspection;</li><li>- les valeurs instantanées lues sur les baies de mesure sont les suivantes : NOx : 7ppm CO : 8 500 ppm CO2 : 3,35 % COV totaux : 86 ppm COV méthaniques : 12ppm pour un taux d'oxygène à 17%.</li></ul> L'exploitant a précisé que le cubilot a été allumé à 11h et sera en chauffe jusqu'à 18h. Le référent technique de la société QUALICONSULT précise que l'installation des appareils de mesure a débuté à 9h pour un début des mesures à 11h30. Compte tenu des constats faits lors de l'inspection, l'inspection des installations classées valide le fait que les mesures ont été réalisées dans des conditions normales de fonctionnement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Déclaration des accidents ou incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 5 du titre 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des accidents ou incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Par courriel du 26 mai 2023, l'exploitant a transmis la fiche de notification d'accident / incident relative à un incendie survenu sur le site le 18 mai 2023. L'inspection des installations classées précise que cet incident a fait l'objet d'un signalement de l'exploitant par courriel le 26 mai 2023. Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'inspection des installations classées a vu la zone concernée par l'incendie du 18 mai 2023. Cette zone est utilisée pour le stockage des poussières de cubilot. La toiture a été endommagée.  L'inspection des installations classées relève que l'exploitant a bien déclaré le sinistre à l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Conditions de stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 3.2 du chapitre III du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Suite au sinistre du 18 mai 2023, l'inspection des installations classées a vu la zone concernée par l'incendie. Cette zone est utilisée pour le stockage des poussières de cubilot. La toiture a été endommagée.  Les conditions de stockage ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2006. L'inspection des installations classées précise que ce point avait fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mars 2019. Le rapport de l'inspection des installations classées du 3 juin 2021 avait permis d'acter que l'exploitant respectait les conditions de stockage des poussières de cubilot.  L'exploitant ayant déclaré pendant l'inspection que les matériaux ont été commandés pour remettre en état le auvent de stockage des déchets issus du cubilot, l'inspection des installations classées ne propose pas de nouvelle mise en demeure à ce stade sur cet écart.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Rétention des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.2 du chapitre I du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :  Dans l'atelier finition / usinage, les produits suivants sont stockés sur rétention : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 fût d'un volume de 200 l de CHRONO HYDRO HV 46 ;</li><li>- 1 fût d'un volume de 60 l de DYNAMSP220 ;</li><li>- 1 bidon de 20 l de MOBIL VALTRA ;</li><li>- 1 bidon de 20 l de WOMAC HYDROL.</li></ul> Dans le magasin modèle bois, 2 bidons de 65 kg d'éthanol KOALID 4568 LS sont stockés sans rétention associée.  Toutefois, ces produits ont été déplacés lors de l'inspection pour être stockés dans la zone de stockage de déchets, elle même sur rétention. L'inspection des installations classées ne retient pas d'écart concernant ce point. Toutefois, compte tenu du caractère récurrent de cet écart, l'inspection des installations classées informe l'exploitant que ce point fera l'objet d'une vérification systématique lors des inspections à venir, quelles soient programmées ou inopinées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Vérification des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2006, article 7.1 du chapitre V du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés aux moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 13 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 2 extincteurs d'une capacité de 9kg de poudre ABC dans le magasin modèle bois. L'un porte la mention "mise en service 2022", l'autre "Vérif. 08/22".  Par échantillonnage, l'inspection des installations s'est assuré que l'exploitant vérifie au moins une fois par an les extincteurs, conformément aux dispositions de l'article 7.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet